

rière dépassait le total de 6 milliards de livres sterling — placé à 4 3/4 et à 5 0/0, — elles lui suggéraient qu'avant d'exiger une consolidation de la dette américaine, le budget anglais pourrait commencer par tenter l'opération sur sa dette intérieure. Cette presse indiquait qu'avec une réduction de 1 0/0 sur le taux d'intérêt de la dette intérieure anglaise, le Royaume-Uni pourrait, en dix ans, et solder les arrérages de la dette américaine et amortir un quart du principal.

Dans le même temps, l'occupation française de la Ruhr commençait à se montrer sous son véritable jour. Le public américain et anglais, qui croyait que les négociations de MM. Baldwin et Mellon étaient acculées à une impasse, fut assez étonné le jour où le gouvernement anglais annonça que les deux pays étaient enfin parvenus à un accord sur la question de la dette. Par cet accord (qui a été ratifié depuis par les Parlements des deux pays) les Anglais obtenaient une diminution du taux d'intérêt et un prolongement des délais de paiement. Le capital de la dette, plus les intérêts échus — 4 milliards de dollars auxquels il faut ajouter 600 millions d'arrérages — restaient intacts.

Le tout sera couvert par une émission de bons du Trésor anglais qui viendront à échéance successivement au cours d'une période de 62 ans. Le taux d'intérêt pour les dix premières années sera de 3 0/0, et pour les années suivantes de 3 1/2 0/0. Les Américains, à qui le service actuel de la dette anglaise coûte 200 millions de dollars par an versés aux porteurs des Liberty Bonds qui avancèrent l'argent pour l'emprunt anglais, verront donc cette somme réduite à 60 millions de dollars la première année, c'est-à-dire à la différence entre le taux d'intérêt du nouvel accord et celui payé par le gouvernement américain aux porteurs des Liberty Bonds. Le premier versement anglais aura lieu le 15 juin 1923.

Avec la consolidation de la dette anglaise, disparaît un puissant obstacle à la bonne entente entre l'Amérique et l'Angleterre capitalistes, car sur la question de la dette, les Américains ont toujours professé que la vertu ne trouve pas en soi-même sa récompense et que l'orgueil d'avoir aidé à « sauver la civilisation » ne suffit pas à combler le trou fait dans le budget américain par ses prêts d'argent à ses anciens alliés.

La question reste de savoir si l'industrie américaine va profiter, en définitive, de ce nouvel afflux d'or dans le pays, ou si cet afflux ne viendra pas à compliquer le problème intérieur de la production et du chômage. Pour le moment, l'accord Baldwin-Mellon semble satisfaire tout le monde. Du moins, il a ouvert la voie vers un accord d'une autre nature, et qui est aussi nécessaire que le premier pour parvenir à une association étroite des deux capitalismes.

Il est généralement reconnu que, si l'Angleterre laisse la France agir à son gré dans la Ruhr au risque de compromettre gravement ses propres intérêts, c'est parce qu'elle est convaincue qu'étant donné la crise européenne, l'Orient est plus intéressant pour elle que l'Europe — et que les pétroles de Mossoul contiennent plus de valeur en puissance que tout le charbon et l'acier de la Ruhr.

Il est tout à fait probable que des considérations analogues ont présidé à la consolidation de la dette anglaise et que l'accord Baldwin-Mellon a aussi sa petite saveur de pétrole. Il faut se rappeler que les Etats-Unis avaient leur « spectateur » à Lausanne : M. Child et que ce même M. Child, tout en n'étant qu'un représentant « officieux », y a fait preuve, vis-à-vis des Turcs, d'une sévérité en tous points semblables à celle de M. Curzon, délégué officiel du Royaume-Uni.

Dans tous les cas, le gouvernement américain semble être parfaitement remis de la crise de nervosité au cours de laquelle il avait voté 25 millions de dollars à l'Etat de Colombie pour combattre la « Royal-Dutch-Shell » dans ce pays.

Cet incident, déjà ancien, mérite son commentaire. En avril 1921, M. Lodge sema la panique parmi ses collègues du Sénat en déclarant que le gouvernement anglais exerçait un contrôle financier sur les 123 compagnies associées de la « Royal-Dutch Shell », et que « ce serait un événement d'une gravité capitale si la concurrence gouvernementale d'une autre nation enlevait à l'Amérique ses ressources futures de pétrole. » — « La Grande-Bretagne est en train d'accaparer les nappes pétrolifères du monde entier », ajouta M. Lodge, et aussitôt les sénateurs qui avaient déclaré antérieurement que le gouvernement de Colombie n'avait aucune réclamation de faire valoir contre les Etats-Unis, décidèrent que ce ne serait pas une mauvaise idée que de faire droit aux réclamations de ce pays, où la « Royal-Dutch-Shell » était en train de déployer une activité excessive. Ce qui fut fait. 25 millions de dollars furent payés à la Colombie... et quelques mois plus tard, la « Petroleum Company Ltd », une des compagnies de la « Standard Oil », obtint une importante concession pour l'exploitation pétrolière des terrains de Colombie.

Aujourd'hui, les services de la propagande anglaise font répandre le bruit qu'il est inexact que l'Angleterre contrôle les ressources mondiales du pétrole. Le gouvernement anglais, paraît-il, n'a pas un sou placé — officiellement — dans la « Royal-Dutch-Shell » ; la seule compagnie où il aurait quelques « intérêts », et pas même la majorité des actions, serait l'« Anglo-Persian-Oil ».

La « Standard Oil », elle-même, témoigna, il y a quelques semaines, devant une commission sénatoriale de Washington, que, loin de rechercher un monopole quelconque de pétrole, l'Angleterre n'était même pas un concurrent dangereux.

Les agents de la « Standard-Oil » font des prospections en Colombie, en Equateur, en Argentine, et ailleurs, sans trouver trace du fameux monopole anglais. Et où l'on rencontre les représentants des compagnies anglaises, on n'est victime ni d'intrigues, ni d'hostilité de la part des compagnies ou du Foreign Office. En Mésopotamie, et en Palestine, les Anglais ouvrent la porte aux entreprises américaines. De Perse même, où l'« Anglo-Persian-Oil » est établie depuis plus de vingt ans, vient d'arriver la nouvelle de l'activité que deux compagnies américaines — la « Standard-Oil », de New-Jersey, et la « Sinclair-Consolidated » — déploient avec le plein consentement de la Grande-Bretagne.

Nous en sommes donc déjà au début de la trêve du pétrole. Le changement d'attitude des compagnies et du gouvernement américain vis-à-vis de l'Angleterre, puissance pétrolière, est trop récent et trop radical pour ne pas donner à réfléchir. Quelle que soit la nature des conversations discrètes engagées à voix basse à Lausanne entre MM. Curzon et Child, ou à Washington, au cours de la discussion secrète sur la dette anglaise, il est clair que les deux puissances pétrolières sont décidées pour le présent, du moins, à marcher la main dans la main.

Il se peut que la trêve ne soit pas de longue durée, mais dans la situation actuelle où se trouve l'Europe, le rapprochement sur les terrains financiers et économiques de l'Angleterre et des Etats-Unis, vaut la peine d'être surveillé. Il peut avoir une importance des plus considérables pour la vie capitaliste de demain.